

CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION
DE LA POLICE MUNICIPALE PLURI COMMUNALE DE OUISTREHAM,
COLLEVILLE-MONTGOMERY, SAINT AUBIN D'ARQUENAY
ET DES FORCES DE SECURITE DE L'ETAT

Entre : Le Préfet du Calvados

Et Le Maire de la commune de OUISTREHAM
Le Maire de la commune de COLLEVILLE -MONTGOMERY
Le Maire de la commune de SAINT AUBIN D'ARQUENAY

Après avis favorable du Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de CAEN

Il est convenu ce qui suit :

Afin de mutualiser les services de police municipale, des conventions de mise à disposition ont été rédigées par :

- les maires des communes de OUISTREHAM et COLLEVILLE-MONTGOMERY en date du 1^{er} juin 2018 avec un avenant en date du 10 mars 2022.
- les maires des communes de OUISTREHAM et SAINT AUBIN D'ARQUENAY en date du 5 novembre 2020 avec un avenant en date du 10 mars 2022.

La police municipale pluri communale et les forces de sécurité de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité des territoires des communes de OUISTREHAM, COLLEVILLE-MONTGOMERY et SAINT AUBIN D'ARQUENAY.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale pluri communale des missions de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions du I de l'article L.512-4 du code de sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat.

REÇU EN PREFECTURE

**Convention communale de coordination de la police municipale pluri communale de
Ouistreham, Colleville-Montgomery, Saint Aubin d'Arquenay et des forces de sécurité de**

Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-2114 04884-2024 0212-DL2024 0212_

l'Etat

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'Etat sont la Gendarmerie Nationale pour les communes de OUISTREHAM, COLLEVILLE-MONTGOMERY et SAINT AUBIN D'ARQUENAY. Le responsable des forces de sécurité de l'Etat est le commandant de la brigade territoriale autonome de Gendarmerie territorialement compétent.

Article 1^{er}

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'Etat compétentes, avec le concours des communes signataires fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- * lutte contre la petite et moyenne délinquance par une surveillance de la voie publique,
- * sécurité routière, prévention et sensibilisation au sein des établissements scolaires,
- * lutte contre la toxicomanie,
- * prévention des violences scolaires par une surveillance aux abords des établissements scolaires,
- * lutte contre les cambriolages,
- * lutte contre les pollutions et nuisances.

TITRE 1^{er}

COORDINATION DES SERVICES

Chapitre I^{er}

Nature et lieux des interventions

Article 2

La police municipale pluri communale assure la garde statique des bâtiments communaux.

Article 3

La police municipale pluri communale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :

- * rue du Maréchal Foch à OUISTREHAM: groupe scolaire Isabelle AUTISSIER.
- * rue de Colleville à OUISTREHAM: école du Sacré Cœur
- * rue Grande à COLLEVILLE-MONTGOMERY – Ecole primaire
- * rue des Ecoles à COLLEVILLE-MONTGOMERY – Ecole maternelle.
- * rue du Bac du Port à SAINT AUBIN D'ARQUENAY – Ecole primaire.

Article 4

La police municipale pluri communale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par les communes.

Article 5

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale pluri communale ou faisant fonction, soit par la police municipale pluri communale, soit par les forces de sécurité de l'Etat, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6

La police municipale pluri communale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L.325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale pluri communale ou faisant fonction.

Article 7

La police municipale pluri communale informe au préalable les forces de sécurité de l'Etat des opérations de contrôle routier et des constatations d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Article 8

Sans exclusivité, la police municipale pluri communale assure plus particulièrement les missions de surveillance des secteurs :

- Front de mer, Reine Mathilde, Pointe du siège, Zone du Maresquier, centre commercial, Bourg pour la commune de OUISTREHAM.
- Front de mer, bourg, centre commercial, marais pour la commune de COLLEVILLE-MONTGOMERY.
- Bourg, centre commercial... marais pour la commune de SAINT AUBIN D'ARQUENAY

**Convention communale de coordination entre la police municipale pluri communale de
Ouireham, Colleville-Montgomery, Saint-Aubin d'Arquenay et des forces de sécurité de**

Les agents de police municipale de OUISTREHAM :

* 38h hebdomadaires réparties sur l'année suivant les besoins du service,

Les horaires de service étant possible du lundi au dimanche 24h sur 24h tout au long de l'année.

La police municipale pluri communale pourra intervenir sur la voie expresse (D514) dans la limite communale (borne 15) suite à la réquisition des forces de sécurité de l'Etat.

Article 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'Etat et les Maires dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II

Modalités de la coordination

Article 10

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la Police Municipale pluri communale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Lors de ces réunions, il sera systématiquement fait état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- Une réunion mensuelle, en Mairie de OUISTREHAM, de COLLEVILLE-MONTGOMERY ou de SAINT AUBIN D'ARQUENAY

Article 11

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale pluri communale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'Etat et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire des communes.

Le responsable de la police municipale pluri communale informe le responsable des forces de sécurité de l'Etat du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale pluri communale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

La police municipale pluri communale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Au jour de la signature de la convention, le nombre de policiers municipaux de la commune est de 9 agents armés en catégorie B et D.

Le service de police municipale est également équipé de 4 caméras piétons autorisées conformément à l'arrêté préfectoral en date du 20 mars 2023.

Les agents de la police municipale reçoivent sous la responsabilité du CNFPT une formation spécifique, théorique et pratique à l'usage, l'utilisation, le maniement et l'entretien des armes mises à leur disposition pour exercer leurs missions. La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale pluri communale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 12

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale pluri communale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale pluri communale en informe les forces de sécurité de l'Etat.

Article 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L.221-2, L.223-5, L.224-16, L.226-17, L.224-17, L.231-2, L.233-1, L.233-2, L.234-1 à L.234-9 et L.235-2 du code de la route, ainsi que celles concernant la sécurité routière notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personnes ou au véhicule prévues ; les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale pluri communale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14

Les communications entre la Police Municipale pluri communale et les forces de sécurité de l'Etat pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

TITRE II

COOPERATION OPERATIONNELLE RENFORCEE

Article 15

Le Préfet du Calvados et les Maires des communes OUISTREHAM, COLLEVILLE-MONTGOMERY et SAINT AUBIN D'ARQUENAY conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la Police Municipale pluri communale de OUISTREHAM, de COLLEVILLE-MONTGOMERY et SAINT AUBIN D'ARQUENAY et les forces de sécurité de l'Etat.

Article 16

Les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale pluri communale veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière ainsi que dans les domaines suivants ;

*Communication opérationnelle : par ligne téléphonique directe, envoi de courriels, prise de contact aux bureaux des forces de sécurité de l'Etat. Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale pluri communale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale pluri communale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand évènement peut être envisagée par le Préfet ;

* De la vidéoprotection par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité intérieure par un centre de supervision urbaine et d'accès aux images. Pour une recherche d'infraction ou d'éléments s'y rapportant, une saisie d'images ou de vidéos

*Missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, mentionnées à l'article 10, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions (contrôles routiers, interventions diverses sur réquisitions d'administrés) ;

*Sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la république. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L.251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue.

*Prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances (opérations tranquillité vacances), à lutter contre les hold-up (notamment en fin d'année lors de la fermeture des magasins), à protéger les personnes vulnérables;

*Encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre (organisation et mise en place des dispositifs lors des différentes festivités et cérémonies, article 3).

Article 17

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations (formation au maniement des armes, code de la route notamment) au profit de la Police Municipale pluri communale. Le prêt éventuel de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'Etat qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le Ministre de l'Intérieur et le Président du Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.)

**Convention communale de coordination de la police municipale pluri communale de
Ouistreham, Colleville-Montgomery, Saint Aubin d'Arquenay et des forces de sécurité de**

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'Etat et les Maires, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au Préfet et aux Maires. Copie en est transmise au Procureur de la République.

Article 19

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par une des parties.

Article 20

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, les Maires de OUISTREHAM, de COLLEVILLE-MONTGOMERY et de SAINT AUBIN D'ARQUENAY et le Préfet du Calvados conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du Ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait en triple exemplaire, le

Le Maire de OUISTREHAM

Le Maire de COLLEVILLE-MONTGOMERY

Le Maire de SAINT AUBIN D'ARQUENAY

Le Préfet du Calvados

Le Procureur de la République